

LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE DANS L'ARCHITECTURE GEOPOLITIQUE
MONDIALE ET SES TENSIONS GEOSTRATEGIQUES EUROPEENNES : UNE
MENACE DE LA SECURITE GLOBALE

Basile PAPOTO
Université de Bangui

Submitted : 2026-05-02

valued : 2026-05-28

validated : 2026-06-20

Résumé : Cet article survole l'étendue de plusieurs événements qui se sont succédés à perte de vue, sur plus d'un siècle d'existence géopolitique de la Russie et de l'Ukraine dont 70 ans de soviétisation de leurs économies socialistes arrivées à bout de souffle, suivies par une courte durée relative de 35 ans d'ouverture à l'économie capitaliste après la dissolution de l'URSS en 1991. Comment comprendre que les deux « pays frères » vivant en symbiose sur « les terres slaves » qui sont chargées d'une longue histoire et d'une culture communes, puissent se faire la guerre, soit pour le découpage géopolitique du territoire de l'un au profit de l'autre, soit pour la défense de l'intangibilité des frontières héritées de l'URSS ? Une chose est sûre : le contexte géopolitique de leur fraternité séculaire n'est plus le même dans cette galaxie post-soviétique où sont esquissées des stratégies et des choix politiques de développement divergeant, pouvant à terme, déboucher sur des séparations systémiques de ceux du « Grand frère » qui est la Russie située en dehors de l'orbite d'attractivité universelle des économies capitalistes en Europe occidentale en arrière-plan. Celle-ci, en alerte maximale, est placée sous tensions géopolitiques perpétrées par cette guerre russo-ukrainienne ; cet événement majeur marque-t-il la fin du nouvel ordre international ? Comment désamorcer la crise en instaurant une paix durable ? L'avenir de l'humanité est-il désormais soumis à la loi du plus fort en violation du droit international, lequel serait substitué par une sorte de « barbarie civilisationnelle » au Nord et une barbarie obscurantiste » dans le Sud global ?

Sans entrer dans les détails extrêmement complexes qui nous échappent, on se contentera dans les lignes suivantes, de scruter quelques points de repères pertinents qui constituent l'ossature de cette analyse relative à cette guerre russo-ukrainienne, en commençant par la présentation des deux belligérants en Europe orientale.

Mots clés : guerre, géopolitique, géostratégie, paix, monde.

Abstract: *This presentation provides an overview of several events that have unfolded continuously over more than a century of the geopolitical existence of Russia and Ukraine, including 70 years of Sovietization of their socialist economies, which eventually ran out of momentum, followed by a relatively short period of 35 years of openness to the capitalist economy after the dissolution of the USSR in 1991. How can we understand that these two “brother countries,” living in symbiosis on the “Slavic lands” marked by a long shared history and common culture, could wage war against each other—whether over the geopolitical partitioning of one country’s territory for the benefit of the other, or over the defense of the inviolability of the borders inherited from the USSR?*

One thing is certain: the geopolitical context of their centuries-old brotherhood is no longer the same within this post-Soviet sphere, where strategies and divergent political development

choices are emerging that could eventually lead to systemic separations from the “Big Brother,” Russia, now positioned outside the irresistible sphere of attraction of the capitalist economies of Western Europe. The latter, on maximum alert, is under geopolitical tension fueled by this Russo-Ukrainian war. Does this major event mark the end of the new international order? How can the crisis be defused in order to establish lasting peace? Is the future of humanity now subject to the law of the strongest in violation of international law, which would then be replaced by a form of “civilizational barbarism” in the North and an “obscurantist barbarism” in the Global South?

Without delving into the extremely complex details that escape us, the following lines will simply examine a few relevant reference points that form the framework of this analysis of the Russo-Ukrainian war, beginning with the presentation of the two belligerents in Eastern Europe.

Keywords: War, geopolitics, geostrategic, peace, world.

INTRODUCTION :

Faire l'analyse des événements qui affectent le monde, vouloir retracer les conflits liés aux tensions géostratégiques en les piochant dans la complexité des relations internationales pour argumenter à partir des problématiques ouvertes, n'est donc pas une tâche facile. En abordant ce sujet d'actualité, axé sur la géopolitique d'une grande puissance comme la Russie et sa guerre avec l'Ukraine, dans un contexte des dérives de la mondialisation et des violations de plus en plus accrues du droit international, on tente d'entrer dans un labyrinthe où se superposent des magmas incandescents de problèmes dont l'origine remonte à la dissolution de l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) en 1991, un événement majeur dans le monde. A cette surprise inattendue, s'est succédé l'éclatement de la Yougoslavie en 1992 et ses déchirures sanglantes qui ont secoué violemment le vieux continent. La renaissance géopolitique des nationalismes identitaires survenue dans les Balkans, sonna la trompette de la guerre qui, après une période d'accalmie, est de retour en Europe le 24 février 2022. Elle oppose la Russie et sa voisine qui est l'Ukraine. Et cela déclenche des tensions sécuritaires, géopolitiques, géostratégiques et économiques dans le reste du monde.

Quelles en sont les causes ? Pourquoi la Russie qui est l'un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations-Unies (Etats – Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni) chargés conformément à sa charte, de maintenir la paix et la sécurité internationales, a-t-elle opté la solution de la guerre, non autorisée par les Nations-Unies, en commettant un tel acte de violation du droit de la guerre et du droit international ? On se demande du point de vue de la morale, pourquoi ce « Grand frère » a-t-il « éventré » la majeure partie du territoire oriental de

son « Petit frère » chez lequel vivent environ 20% de russophones ? La Russie est-elle un pays guidé par la nostalgie de la dissolution de l'URSS ? L'Ukraine est-elle le bouc émissaire du chaos géopolitique survenu dans l'espace post-soviétique et ses répercussions économiques désastreuses ? En tout état de cause, comme le disait Michel Tatou, auteur d'un document sur « Le Triangle Washington-Moscou-Pékin et les deux Europes » [P. 89], « nous entrons ici dans le royaume des hypothèses, car personne ne peut savoir avec exactitude quelle est la stratégie à court et long terme du Kremlin ». Une chose est sûre, cette guerre ouvre un nouveau chapitre sur la Russie et sa méthodologie belliciste de recadrage géopolitique des espaces post-soviétiques, une tentative de reconquête de la grandeur perdue pour le leadership mondial. Ceci étant dit, à défaut d'une analyse exhaustive du sujet posé, il convient de souligner qu'en géopolitique, on a coutume de mettre en évidence les interactions relationnelles entre les événements qui surviennent à travers le temps et l'espace d'où ils sont tissés inextricablement par des liens de retro causalité difficiles à détricoter. Ici, l'évènement antérieur auquel on fait allusion et cité à maintes reprises, est la dissolution de l'URSS. Pratiquement à la même époque, de nouveaux dangers étaient apparus simultanément ailleurs, en Europe centrale et au Moyen – Orient où les guerres du Golfe et celle de l'ex-Yougoslavie, ont été les théâtres paroxysmiques à la périphérie sud-ouest de la nouvelle Russie indépendante. Le réveil brutal des nationalismes identitaires dans l'ex-Yougoslavie, et surtout dans le Caucase ont contribué à la balkanisation d'une large partie du continent. Sans doute, les effets contagieux de cette nouvelle menace liée à « ces tsunamis dévastateurs » se sont métamorphosés en schémas de reproduction en Russie et en Ukraine où affleurent de nombreux points litigieux de désaccords qui se sont soldés en 2014 sur des violentes manifestations séparatistes entre russophones et ukrainophones.

C'est dans ce contexte de tensions géopolitiques où les appels à la retenue provenant des faiseurs de la paix dans le monde entier, qui ne sont plus écoutés, que la Russie déclara, non pas la guerre, mais ce qu'elle appelle « une opération spéciale de dénazification de l'Ukraine », laquelle opération se transforma en véritable guerre d'usure. Les conséquences immédiates se traduisent par une pluie diluvienne de sanctions occidentales contre la Russie qui se heurte en même temps aux murs du droit international.

Pour parvenir à une meilleure compréhension de cette analyse, les objectifs fixés consistent à décortiquer minutieusement cette évolution événementielle, d'en définir ses rapports de

causalité, d'examiner les contours géopolitiques et géostratégiques qui en découlent et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

1. La Fédération de Russie : un état et un territoire en recomposition

En consultant le dictionnaire géographique, « Le Grand Livre du Monde » [Sélection du Reader's Digest, 1995, P. 580] et d'autres manuels scolaires et universitaires [Cf. le Guide ABC, Nathan, 2005, P. 246] et bien d'autres travaux encore, « La Russie, ou selon son nouveau nom officiel, la Fédération de Russie, après l'écèlement de l'URSS » qui s'écrit en langue russe СССР et en Français SSSR (Soïouz, Sovietskikh, Sotsialiticheskikh Respoublik), demeure « le plus grand Etat du monde » avec 17.075 400 Km² soit 11% des terres émergées et plus de 30 fois la France qui n'a que 550.000 km². Elle s'étire sur plus de 10.000 Km de l'Est à l'Ouest, 3000 km en moyenne du Nord au Sud dont 7000 Km de frontière avec la chine et la Mongolie, 11 fuseaux horaires sur 24 que compte le globe terrestre. Par rapport à l'URSS (22.400.000 Km²), les indépendances des 14 autres républiques qui composaient celle-ci, font perdre à la Russie, 5 millions de Km² et une amputation « de 24% de son territoire », à savoir : « les Etats baltes, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie à l'Ouest, la Transcaucasie au sud et l'Asie centrale au Sud-Est ». La Russie est un pays bicéphale de par son appartenance continentale à l'Europe et à l'Asie. La première leçon géopolitique qu'on peut tirer de cette immensité territoriale, est que « les empires (avant et après l'empire romain), lorsqu'ils s'écroulent – et ils s'écroulent toujours – produisent le chaos » au cours de l'histoire, disait un chroniqueur, Christian Casteran, auteur de l'article « scénario fou pour une guerre perdue », à découvrir dans jeune Afrique Economie [n° 296. 1999, P. 98]. C'est ainsi qu'avant de disparaître, l'URSS de l'époque a fini par dégringoler économiquement en cédant sa deuxième place au japon qui était au coude à coude avec l'Allemagne, tous deux détrônés de nos jours par la Chine. Il est incroyable qu'avec 17.075.400 Km² de territoire, les appétits territoriaux de la Russie restent insatiables, visant surtout l'Ukraine pour lui amputer une partie de son territoire orientale. Et pour cause ?

1.1. Un territoire relativement fermé au monde extérieur

Comme nous l'avion signalé ci-dessus, la Russie a perdu ses principales façades maritimes, à en croire aux affirmations de Heinrich et al, [Géographie, le Guide ABC, Nathan, 2005, P.248]. Il s'agit « du littoral de la mer Baltique, exceptions faites de deux ouvertures étroites correspondant aux ports de Saint-Pétersbourg et à l'enclave de Kaliningrad, le littoral ukrainien,

obligeant à un recentrage sur l'espace portuaire de Novorossiisk ». Bref, les nouvelles frontières de la Russie ont été sources de tensions avec certains Etats voisins, à savoir : « la redéfinition de la frontière avec la Chine le long du fleuve Amour » dans l'extrême sud-est, le partage du plateau continental avec les Américains au Sud du détroit de Behring, les revendications par l'Estonie et la Lettonie des districts rattachés à la Russie après 1945, la réclamation des îles Kouriles par le Japon ; ces problèmes territoriaux demeurent encore non résolus. Il est vrai que les 17.075.400 Km² de la Russie, lui offrent une diversité de climats et un sous-sol riche, quasi autosuffisant pour ses matières premières, mais sur le plan géopolitique, certains auteurs pensent que « cette immensité est aussi un facteur de fragilité de sa population composée de 128 groupes » ethniques [cf. Le Grand Livre du Monde, P. 685].

Par conséquent, la Russie est un Etat pluriethnique aux fortes revendications nationalistes qu'il faut observer attentivement comme un volcan endormi, capable de se réveiller au moment où on ne s'y attend pas.

1.2. La perte géopolitique des anciens pays de l'URSS par la Russie

Il est important de rappeler que sur les 15 républiques fédérées de l'ex-URSS, « trois sont slaves orientales (La Biélorussie, la Russie et l'Ukraine), trois sont baltes (l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie), une qui est latine (la Moldavie), trois sont caucasiennes (l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie) et cinq républiques musulmanes d'Asie centrale dont quatre Turcophones (le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan) et une iranophone qui est le Tadjikistan » [Cf. Le Grand Livre du Monde mentionné ci-dessus, P. 685]. Il ressort de cet ouvrage que « les tentatives volontaristes de rendre homogènes ces régions » par des plans d'équilibre de développement et de « rattrapages économiques », et de « fusionner ces ethnies au sein du peuple soviétique échouèrent toutes ». Après la mort de Staline en 1953, son successeur Nikita Khrouchtchev qui « est originaire de l'Ukraine », selon Yves Lacoste [Géopolitique, Larousse, 2009, P. 163], cède la Crimée à l'Ukraine en 1954. Avec l'indépendance de la Russie en 1991, celle-ci qui reste un Etat à structure complexe, a reproduit la nouvelle organisation administrative du pays qui comprend 21 républiques, 6 territoires administratifs, 49 régions (subdivisions de base peuplées pour l'essentiel de Russes), 6 arrondissements autonomes, 2 villes autonomes (Moscou et Saint Petersburg) et une région autonome des Juifs. En héritant la dépouille de cet ours polaire qu'est l'URSS, la Russie est en face de nouveaux défis territoriaux dont les mutations géopolitiques ont provoqué le retour chez

elle, de nombreux russes qui vivaient avant, hors de la Russie : on les appelle « les pieds rouges ». Or, l'histoire nous enseigne que ce sont les revendications de l'appartenance à un peuple ainsi que la volonté de construire un Etat en se fondant sur ce critère d'appartenance à un même peuple prôné par l'Allemagne nazie, qui ont coûté à l'humanité plus de 50 millions de morts pendant la Seconde Guerre mondiale [Cf. L'Atlas géostratégique, Hachette, 1989, P. 16]. Les autres ingrédients de conflictualité étant bien entendus le territoire, l'ethnie, la nationalité, les disparités des richesses naturelles et les religions pratiquées dans un pays. Tel est le cas des Russes qui sont orthodoxes tandis que les Ukrainiens sont catholiques en majorité. Par conséquent, le nœud de la guerre russo-Ukrainienne pourrait s'articuler autour de ces notions particulières avant d'autres considérations politiques ; ce n'est pas par hasard que le conflit a éclaté dans les régions frontalières de l'Ukraine orientale où vivent d'importantes minorités russes qu'on trouve également dans le sud-est où la majorité russe est écrasante à 80% en Crimée.

En rétrospective, ces bruits de bottes se sont faits entendre depuis 2014. L'envoyé spécial du journal Le Monde [n°21536, 15 avril 2014, P.2], Piotr Smolar, chargé de recueillir des informations relatives à ces déchainements populaires de violence, titrait : « L'Ukraine au bord de la Guerre civile » ; selon lui, « Kiev paie le noyautage de ces structures de sécurité par la Russie et la puissance des féodalités régionales » ; ce qui revient à dire que le « Grand frère » avait politiquement parlant, propagé chez son « Petit frère » des virus d'instabilité territoriale, » visant à créer un climat d'insécurité et de division permanentes en attendant des moments propices pour lancer ses assauts contre ce dernier grâce aux soutiens préalablement mis en place. Sur le terrain diplomatique, dans les tribunes des Nations-Unies, des affrontements verbaux éclatèrent entre le Représentant de Moscou, Vitali Tchourkine qui accuse indirectement « des étrangers anglophones » parmi « des assaillants identifiés à Sloviansk (une ville à l'Est de l'Ukraine) ; face à ce propos sans fondement, son homologue britannique Mark Lyall Grant réplique par l'implication de Moscou en Syrie, une autre histoire de guerre sanglante survenue au Moyen orient, tandis que Samantha Power, ambassadrice américaine souligne pour sa part que l'idée de Vitali Tchourkine est dénouée de toute vérité, un prétexte permettant une intervention russe... De son côté, l'Ambassadeur de France, Gérard Araud a accusé Moscou de jouer « les pompiers pyromanes » ; ces révélations du journal Le Monde, nous mènent à cette interrogation suivante : Pourquoi le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, n'a-t-il pas arrêté cette guerre dont les nuages se profilaient à l'horizon depuis 2014 ? On pense

qu'après l'éclatement de l'URSS, les occidentaux ont investi massivement en Russie, devenue un nouvel eldorado du capitalisme et du mercantilisme et qu'elle serait encore dans sa phase transitionnelle ascendante après les années de débâcles économiques post-soviétiques qu'il convient de rappeler brièvement

1.3.La transition vers l'économie capitaliste dans la douleur

« La vitesse de changement en Russie est surprenante » disaient Daniel Yergin et Joseph Stanislow, co-auteurs de l'ouvrage « La Grande Bataille, les marchés à l'assaut du pouvoir », [édition Odile Jacob, 2000, P. 369] ». En moins de deux décennies seulement, cet immense pays est passé des temps de grandes tribulations à de nouveaux temps de prospérité relative. Avant l'écroulement de l'URSS, cet empire a été endeuillé successivement par les décès de Leonid Brejnev en 1982, suivi par les règnes éphémères de Youri Andropov en 1984 et de Constantin Tchernenko en 1985. Comme un malheur ne vient jamais seul, l'explosion le 26 avril 1986, d'un des réacteurs de la centrale nucléaire de Tchernobyl, provoqua un accident majeur avec une pollution radioactive importante et mortelle. L'arrivée au pouvoir en 1985 par Mikhaïl Gorbatchev (prix Nobel de la paix en 1990), auteur des réformes audacieuses (la perestroïka ou reconstruction et la glasnost ou ouverture), n'a rien donné. La sévère crise économique s'est même aggravée jusqu'à la dissolution de l'URSS en 1991.

Par la suite, « Les Russes construisaient un nouvel Etat » commente Thane Gustafson, spécialiste du nouveau capitalisme russe » dont les propos ont été repris dans l'ouvrage « La Grande Bataille » cité ci-dessus [P. 368]. La Russie a été confrontée à une régression considérable du revenu national brut (RNB), n'étant plus qu'au 16^e rang mondial », souligne-t-on dans un document « Le Guide, Géographie ABC, Nathan 2004, P 260 ». Il y ressort « qu'entre 1991 et 1999, la Russie qui s'ouvre à l'économie de marché, fut très affaiblie, minée par la crise économique et les convulsions politiques ». Pour s'en rendre compte, Paul R. Krugman et Maurice Obstfeld qui sont de célèbres économistes, respectivement Professeur d'économie à l'Université de Massachussetts et de Californie aux Etats-Unis, nous fournissent dans leur monumental ouvrage intitulé « Economie internationale » [4e édition, NH, 2004, P. 780] , les taux de croissance économique de la Russie durant son expérience traumatisante en économie capitaliste dans les années 90 tels qu'ils sont révélés ci-après : 1991 (- 5,4%), 1992 (- 19,4%), 1993 (- 10,4%), 1994 (- 11,6%), 1995 (-4,2%), 1996 (- 3,4%), 1997 (0, 9%), 1998 (- 4,9%) ; 1999 (3,2%), 2000 (7,2%). La Russie revient de très loin avec un niveau d'insécurité

assez élevé dont l'impact négatif s'est traduit par l'apparition de certains fléaux tels que l'alcoolisme chronique dans certaines couches sociales et une pauvreté rampante dans l'arrière-pays comparable à celle qu' on peut retrouver dans le Tiers monde ... « A partir de 2000, la situation économique de la Russie commença à s'améliorer avec le triomphe du capitalisme lié à une croissance continue du PIB due, certes, au cours élevé des hydrocarbures, mais aussi à l'essor de la consommation » [Cf. Guide, Géographie cité ci-dessus, P. 261]. Un peu plus de dix ans plus tard, en 2012, le PIB par habitant de la Russie atteint 14037 dollars comparable à ceux des pays émergents tel que le Brésil à l'Indicateur de Développement Humain moyen 62^e sur 177, son économie se heurte à nouveau à une impasse c'est-à-dire, une dynamique inverse à la veille des conflits qui l'opposent à l'Ukraine en 2014... Voyons comment se présente ce pays à cheval entre la Russie et l'Europe occidentale, une situation géostratégique remarquable qui peut faire l'objet de ses relations tumultueuses avec Moscou.

2. L'Ukraine : ses ambitions géopolitiques et ses désaccords avec Moscou

L'Ukraine telle qu'on peut la voir sur cette carte ci-dessous publiée par le journal Le Monde [n°21536, 15 avril 2014, P.2], et qui est déstabilisée à l'est de son territoire par l'influence des habitants pro-russes en 2014, est le plus grand Etat d'Europe. Elle couvre une superficie de 603.700 Km² et compte plus de 55 millions d'habitants dont environ 80% d'Ukrainiens de souche et 20% de slaves pro- russes. C'est un pays de relief peu accidenté ayant la chance exceptionnelle de s'étendre en partie sur des terres les plus fertiles du monde en terme agro-pédologique. Appelés Tchernozioms ou terres noires, ces sols extrêmement riches, ont des structures assurant une respiration, une excellente circulation de l'eau (porosité élevée), en raison de leur complexe absorbant toujours intact, riche en cations échangeables... Leurs études réalisées par « Vassili Dokoutchaïev (1846-1903), un géographe et naturaliste russe », sont à l'origine de cette science qu'on appelle la pédologie. Grâce à la diversité de ses terroirs et des climats, l'Ukraine est un grand exportateur de céréales dans le monde [Cf. le Grand Livre du Monde, P. 686-687 cité ci-dessus. Elle est considérée comme « le grenier de la Russie » d'après l'expression de Yves Lacoste [Géopolitique, 2009, P. 166]. Selon lui, « La perte de l'Ukraine représenterait pour elle, une perte géopolitique considérable ».



Si on se réfère aux arguments de Charles Urjewicz, analyste de l'espace post-soviétique, une identité en mutation [Annuaire économique, géopolitique mondial, l'Etat du monde, édition la Découverte, 2005, P. 546], l'Ukraine « tente difficilement de rééquilibrer avec l'occident des relations trop longtemps exclusives avec la Russie » dans le cadre du Nouvel Ordre International malgré que ces deux pays sont liés ensemble par « une histoire pluriséculaire » telle qu'on pourra la découvrir succinctement ci-après.

2.1.Aperçu historique

Appelée « mère des grandes villes russes, capitale du puissant Etat de l'ancienne Russie », Kiev est née au IX^e siècle après J.C. selon les informations tirées d'un document intitulé : « A travers l'histoire de l'URSS » une œuvre réalisée par [T. Goloubéva et L. Guellerchtein, édition de l'Agence de presse Novosti, Moscou, 1976, P. 12]. A cette époque, on parlait de la Russie de Kiev avant Moscou dont le nom apparaît pour la première fois en 1147, « année considérée comme sa date de naissance » [P.20]. Moscou dérive du nom Moskova, excellente voie fluviale qui draine la ville, entourée d'un mur de fortification appelé le kremlin coloré en briques rouges, érigées pour protéger la principauté des invasions Tatars. En ces temps du Moyen-Age et début des temps Modernes, Kiev et Moscou ont vécu des périodes d'insécurité et de vicissitudes liées

aux servitudes du peuple dont les paysans (les serfs) étaient soumis à des activités économiques de souffrance extrême imposée par les Princes, boyards (nobles de haut rang), marchands et religieux. L'insécurité était due aux invasions des conquérants Mongols Tatars qui sont des éleveurs nomades originaires d'Asie centrale. Pour faire face à ces ennemis, il fallait réunir toutes les terres russes sous le pouvoir de Moscou.

Ainsi donc, après avoir été rattachée à la Lithuanie en 1362, puis à la Pologne en 1569, Kiev revint à la Russie en 1654. En 1547, Ivan le Terrible se fit reconnaître comme Tsar. En 1667, L'Ukraine est partagée entre la Pologne et la Russie. En 1709, le Tsar Pierre Le Grand écrasa à Poltava, Mazépa, l'ethman d'Ukraine orientale, appuyé par Charles XII le roi de Suède qui le soutenait dans sa tentative « de constituer une Ukraine unifiée et indépendante » [cf. Le Grand Livre du Monde, l'Ukraine P. 686- 687]. Bref, « les Russes n'ont jamais cessé d'affirmer leur domination sur ces terres riches qui étaient convoitées par les Suédois, Polonais au Nord-Ouest et surtout les Turcs Ottomans qui dominèrent les littorales au Sud. Sous le règne de l'impératrice Catherine II (1762-1796), les Russes défont les Turcs, annexent les territoires contrôlés par les Tatars (conquête de la Crimée en 1783) et ouvrent une nouvelle façade maritime avec la création des ports de Kherson (1778), de Sébastopol (1784) et d'Odessa (1793). Parallèlement, des célèbres explorateurs Cosaques conquièrent la Sibérie.

Après la révolution d'octobre de 1917 ayant renversé le régime des Tsars, en 1922, la République d'Ukraine adhère à l'Union soviétique. En 1954, la Crimée lui est rattachée. Après la dissolution de l'URSS en 1991, l'Ukraine accède à l'indépendance, tout comme la Russie et l'ensemble des 15 Républiques composantes. Du coup, la situation géographique de la Russie devient un problème ; son territoire est encerclé de toute part par d'anciens pays soviétiques d'Asie centrale, d'Europe orientale et septentrionale, devenus indépendants. Très vite, des conflits d'intérêt opposent les deux pays supposés « être des frères », notamment sur le statut de la Crimée, le contrôle de la flotte maritime de la Mer noire héritée de l'ex-URSS.

2.2.Les tensions géopolitiques et les désaccords russo-ukrainiens

Au cours des années 2000, « les Ukrainiens demeuraient partagés entre leurs intérêts à développer un partenariat équitable avec la Russie et l'espoir de pouvoir s'associer progressivement à l'Union Européenne » une prise de position géostratégique évoquée par Bruno Drweski dans son article sur l'Ukraine [Annuaire économique, Géopolitique mondial l'Etat du Monde, P. 569]. Malgré l'apparence de leurs bonnes relations bilatérales, on relève

quelques points de désaccords entre les deux parties : les russes donnaient l'impression d'être irrités par l'indépendance des Ukrainiens et pour punir ces derniers, il fallait leurs appliquer les prix mondiaux de leurs ventes d'hydrocarbures (pétrole et gaz) qu'ils achetaient jusque-là à bas prix. Irrités aussi de leur côté, ces derniers tentent de rétorquer en menaçant de fermer les passages des oléoducs et gazoducs de la Russie traversant leur territoire pour approvisionner les pays d'Europe de l'Ouest. Mais face aux moyens de pression infiniment plus puissants dont dispose la Russie sur le plan géopolitique, les relations entre les deux pays ont commencé à devenir exécrables, et l'Ukraine souhaite rejoindre au plus vite, les pays d'Europe occidentale en se détournant de la sphère géopolitique de la Russie qui est l'héritière de l'ex-URSS. D'après Bruno Drweski (cité ci-dessus), « de nombreux accords » ont été signés entre Moscou et Kiev qui « a accepté cependant un traité délimitant la frontière qui traverse la mer d'Azov au Sud et permettant son exploitation commune entre les deux pays ». Par contre, le don de la Crimée en 1954 à l'Ukraine par Nikita Khrouchtchev, n'est plus du goût des Russes qui y sont majoritaires à 80% réclamant leur rattachement purement et simplement à la Russie. Le spectre des problèmes de minorités ethniques et des frontières étatiques qui ont surgi lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie en 1991- 1992 et qui sont à l'origine de la guerre en Croatie et en Bosnie Herzégovine ainsi que le conflit de Kosovo, refait surface en Russie, dans le Caucase en Tchétchénie, au Daghestan et aujourd'hui en Ukraine sa voisine. Or, parmi l'épineux problème de l'héritage de l'ex-URSS, on découvre avec stupéfaction ces machines à tuer en masse, qui font peur, à savoir : son arsenal nucléaire disséminée dans certaines républiques devenues indépendantes et qui pose des problèmes de sécurité internationale.

Pour résoudre cette équation à plusieurs inconnues, la Russie, l'Ukraine et les Etats-Unis ont signé un accord en 1994 sur le démantèlement du dit arsenal à haut risque, stationné en Ukraine qui est tenue de remettre toutes ces armes de l'apocalypse à la Russie en qualité d'héritière de l'URSS, de puissance nucléaire et de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Evidemment, ces nouveaux rapports de force, s'exercent dans une dissymétrie des évolutions politiques et militaires entre l'Ukraine et la Russie ; celle-ci se retrouve en position de force stratégique redoutable. Admettons qu'une partie de ces armes nucléaires était restée aux mains des Ukrainiens, cette guerre ne devrait pas avoir lieu en raison de la réciprocité de leur pouvoir de nuisance lié à la dissuasion nucléaire qui constitue ce qu'on appelle « l'équilibre de la terreur » auquel le Président Français François Mitterrand faisait allusion un jour dans ses propos quand il disait : « nul ne peut avoir le monopole de détruire l'autre » [publié dans la

Revue Défense nationale, problèmes politiques, économiques, scientifiques, militaires, 40^e A Février 1984, P. 183]. La remise à la Russie des armes nucléaires de l'ex-URSS, détenues par l'Ukraine, sans aucune garantie sécuritaire pour celle-ci, l'avait certainement exposée à une situation de vulnérabilité géopolitique exploitable par la Russie au sein de l'Europe qui, à son tour, se retrouve en situation de fortes tensions géostratégiques.

2.3. Les tensions géostratégiques européennes

En intervenant militairement le 24 février 2022 sur le flanc oriental de l'Ukraine, la Russie qui cherche à conforter sa position géostratégique en Europe, conditionnée par son emprise sur la région frontalière du Donbass, poumon économique et industrielle de sa voisine, Moscou entre en contradiction avec le Droit International pour lequel elle-même a été mandatée pour faire respecter ses textes avec les quatre autres membres du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, à savoir : Les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne et la Chine. En sortant du milieu de ces derniers qui sont ses rivaux, la Russie entend ainsi adresser un message sulfureux aux occidentaux, visant à empêcher l'Ukraine surtout à rejoindre tôt ou tard l'Union Européenne et l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) qu'elle considère comme des dispositifs hostiles à ses frontières occidentales. En plus, « le projet de déploiement de missiles et de radars en Pologne et en république Tchèque, l'indépendance accordée au Kosovo » ou le projet « d'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN », est pour la Russie, son pire cauchemar géopolitique. Ces informations tirées de « L'Atlas du Monde diplomatique, un monde à l'envers », [Hors-série, 2008, P. 73] dans lequel on évoquait déjà les causes lointaines de cette guerre russo-ukrainienne, traduisent le renforcement de la méfiance des voisins de Moscou qui affirme ne rien craindre, pas même les sanctions occidentales. « Or, si l'économie russe demeure trop fragile (comme nous l'avions évoqué plus haut), trop dépendante des exportations des hydrocarbures », elle court à nouveau le risque de traverser des crises profondes comme ce fut le cas de l'économie socialiste dont la faillite a entraîné l'explosion de l'URSS en 1991. Etant sous tensions géopolitiques extrêmes, les relations byzantines de l'Union Européenne avec son puissant voisin, sont placées sous haute surveillance réciproque.

Ailleurs, la marche de l'humanité a décidé du retour au pouvoir de Donald Trump, « le nouveau Shérif des Etats-Unis » ; et ses interventions fracassantes sur la scène internationale, impose de manière caricaturale, une nouvelle architecture géopolitique mondiale avec la soif de faire du Canada le 51^e Etat des Etats-Unis, d'annexer le Groenland appartenant au Danemark par la

force ; ce nouveau décors terrifiant, galvanise également la Chine à réagir de même contre Taïwan et la Mongolie sur lesquelles elle revendique sa souveraineté. Bref, le triangle Washington – Moscou- Pékin est en train d'attiser des tensions majeures dans le monde qui est plongé dans la frilosité et la hantise de la loi du plus fort, au risque de dégénérer en chaos incontrôlable et en Troisième Guerre mondiale. L'illusion d'une paix durable, d'une coexistence pacifique n'est-elle donc pas sur le chemin qui mène à l'impasse ?

2.4. La coexistence pacifique entre la théorie et les réalités géographiques

Liée à la vie d'hostilité en permanence, de méchanceté innée qu'on retrouve chez les carnivores, la guerre est avant tout, une imitation des animaux féroces et leurs comportements indomptables et agressifs, leurs tactiques de chasse par effets de surprise. Elle est donc l'une des maladies qui déciment les hommes sur l'ensemble de la terre ; cette pathologie sociale est perçue comme un acte de barbarie dans notre monde moderne. Et pour se faire une image positive d'un individu, d'une communauté, d'un pays, d'une nation considérée comme civilisée, il a fallu enseigner à l'homme le respect des vies humaines, d'adopter les principes fondamentaux de la coexistence pacifique dont les bases, en dehors des doctrines religieuses du monothéisme, ont été posées à Bandung en Indonésie en 1955 lors de la Conférence des pays non alignés. Depuis lors, certains grands hommes politiques de l'ex-URSS en ont fait leur cheval de bataille à l'époque de Nikita Khrouchtchev, Leonid Brejnev et du génial physicien Andreï Sakharov (Prix Nobel de la paix en 1975) et même de Mikhaïl Gorbatchev (Prix Nobel de la paix en 1990).

En se rappelant du discours dithyrambique prononcé par L. Brejnev, il en ressort que « les peuples rêvaient d'une paix stable et cependant, l'explosion des conflits, jette une lueur sinistre sur la pratiquement chaque page de l'histoire humaine. Ni les leçons de l'histoire, ni l'horreur de l'extermination réciproque, n'arrivaient à conjurer les nouveaux massacres sanglants, car les forces de guerre et le rôle de ceux qui en tirent bénéfice étaient trop puissants ; cette situation a radicalement changé. Aujourd'hui, la lutte contre la guerre repose sur une base sûre : la puissance des forces de la paix et de la démocratie, de la liberté et de l'indépendance des peuples. Paix aux peuples », est le mot historique prononcé par L. Brejnev lors du Congrès du parti dont le thème retenu est : « Pour une paix équitable et démocratique, pour la sécurité des peuples et la coopération internationale », [Rapport des éditions de l'Agence de presse Novosti, Moscou, 1973, P. 7].

Aux Etats-Unis par contre, la doctrine idéaliste prônée est celle de Monroe, président républicain (1817-1825). En se référant aux travaux de Alain Gandolfi, portant sur les « Institutions internationales » [Masson, P. 4] il en ressort que cette doctrine américaine « ne proclame pas une règle de droit international » c'est-à-dire, ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'aucune puissance extérieure ... ce qui n'a pas été toujours le cas. Parmi les nombreux accords et slogans pour la paix, figure en première position en Europe, les accords d'Helsinki (Finlande) qui demeurent en vigueur, sur la sécurité et la coopération en Europe signé le 1^{er} Août 1975, réunissant 35 pays composés à la fois de ceux de l'OTAN et de ceux du Pacte de Varsovie piloté par l'URSS dont le but est d'assurer le respect des souverainetés des Etats, des libertés, le non recours à la force pour régler des différends entre les pays. Par conséquent, la guerre russo-ukrainienne devrait être évitée pour garantir la paix dans le Monde, dans le strict respect des accords d'Helsinki.

CONCLUSION :

Depuis la fin de la guerre froide liée à la disparition de l'ex-URSS, le monde a pris conscience qu'il fallait tourner définitivement la page à la recrudescence de ce qu'on appelle guerre, en créant des conditions de vie meilleures et moins redoutables pour les générations futures. Or, il n'en est rien. « Nous manquons encore, ne fut-ce que d'un consensus de base » évoque-t-on dans un rapport sur le développement humain réalisé par le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement), [2005, P. 165]. Selon toujours ce rapport, « aujourd'hui, le monde doit faire face à de nouveaux défis. La nature et la géographie des conflits ont changé. Analysé sur le long terme, nous pouvons affirmer que nous vivons dans un monde de plus en plus violent ». Ainsi donc, la guerre russo-ukrainienne qui est l'une des pires douleurs qui ont frappé une fois de plus l'humanité, s'inscrit dans la continuité d'autres événements majeurs de l'Anthropocène et ses dérives planétaires où l'homme, accusé d'en être responsable, se situe au centre de gravité des grands bouleversements périodiques au risque de mettre en péril son existence sur notre belle terre ; ce n'est pas par hasard que cette guerre russo-ukrainienne envenime les relations internationales dans l'espace post-soviétique, en Europe ou même ailleurs dans le reste du monde. Cette guerre se caractérise par les ambiguïtés contenues dans ses rapports de causalité, dans un contexte de mutations géopolitiques minées par de nombreux problèmes dont certains ont été des défis à relever par la Fédération de Russie qui ne comprend que le langage de la fermeté et des armes: défis territoriaux, sécuritaires, économiques, socio-

politiques qui ont été mis à rudes épreuves, violemment par des guerres de revendications séparatistes survenues dans le Caucase en Tchétchénie, au Daghestan auxquelles se sont superposés d'autres problèmes majeurs de partage de l'héritage de l'ex-URSS où s'est posé avec inquiétudes, celui de son arsenal nucléaire éparpillé dans certaines de ses quatorze autres républiques devenues indépendantes, crises relationnelles très aiguës avec l'Ukraine qui doit faire face à ces nouvelles réalités géopolitiques et géostratégiques. Dans ce monde brisé, en rupture de confiance réciproque où les bras de fer se jouent entre les belligérants, on pense « qu'un pays économiquement développé (comme la Russie) a tout intérêt à préserver l'ordre dans sa région pour favoriser son expansion et ne s'engage généralement pas dans un aventurisme militaire qui risque de réduire cet ordre à néant ». Telle est la formule proposée par Carolina G. Hernandez, auteur de l'article : « Les besoins globaux de sécurité dans les régions de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique » publié dans la revue périodique des Nations-Unies [Désarmement, n°2, 1990, P. 114]. Or ici, on se rend compte que l'illusion d'une paix durable, au nom de la fraternité historique russo-ukrainienne, s'est dissipée en laissant la place à la loi du plus fort sur la scène européenne où la dynamique de la coexistence pacifique s'est transformée en peau de chagrin face à la dynamique des tensions géostratégiques qui déclenche la course aux réarmements et la menace de la sécurité globale.

Références bibliographiques

- **Annuaire économique, géopolitique mondial** (2008)- *L'état du monde*. La Découverte, Paris.
- Atlas du Monde diplomatique, *Un monde à l'envers*, Hors – série :
- **Boniface (P)** (2014)- *Le Grand Livre de la Géopolitique, les relations internationales depuis 1945*, Eyrolles,
- **De Mulinen Frédéric** (1989) *Manuel sur le droit de la guerre pour les forces armées CICR*, Genève,
- **Goloubéva T. et Guellerchtein L.** (1976)- *A travers l'histoire de l'URSS*, Agence de presse Novosti, Moscou,
- **Heinrich Jannot et al**, (2005), **Le Guide ABC**, Géographie Nathan, Paris
- **Krugman Paul R. et Obstfeld Maurice** (2004), *Economie internationale 4^e édition*, Nouveaux Horizons,
- **Lacoste Yves** (2009) *Géopolitique*, Larousse,
- **Le Monde**, (avril 2014) *L'Ukraine au bord de la guerre civile, l'escalade de la violence*. n° 21536 et 21552.
- **Reader's Digest**, (1995), *Le Grand Livre du Monde*, Dictionnaire Géographique – Paris.7^e édit